

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0	80 90	» 25 » » »
3 0/0 amortiss. .	83 25	» 15 » » »
4 1/2 0/0 1883 .	109 70	» 20 » » »
Cons. anglais .	99 13/16	1/8 » » » »
Italie	95 » » »	» 25 » » »
Flor. autric. (or).	90 » » »	1 » » » »
Esp. Extér. nouv.	56 7/8	» 1/8 » » »
Egyptien 6 0/0 .	326 25	2 50 » » »
Ch. Égyptiens .	415 » » »	5 » » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 50	» 40 » » »
Banque ottomane	511 25	7 50 » » »

NOTRE NUMÉRO SPÉCIAL

Demain samedi, nous publierons un numéro spécial destiné à établir par des chiffres irréfutables :

LE DÉSASTRE FINANCIER

que subit la France, grâce au gouvernement républicain ;

LE DÉFICIT DES NEUF DERNIÈRES ANNÉES

L'ÉLEVATION DES BUDGETS

L'AUGMENTATION DES IMPÔTS

LA DETTE DES COMMUNES

Celle des DÉPARTEMENTS, etc., etc.

A l'appui des chiffres que nous apporterons, nous joindrons des tableaux graphiques clairs et précis, afin que les électeurs puissent se convaincre d'un coup d'œil de l'état dans lequel sont tombées nos finances et combien la situation des contribuables est grevée ; ils verront ainsi les progrès de

LA MARÉE MONTANTE

Dés aujourd'hui, nos abonnés, nos amis politiques, les présidents des Comités conservateurs, peuvent nous adresser leurs demandes au sujet de cet important numéro de propagande, qui n'a pas de précédent. Nous les prions de le faire sans retard, car nous sommes à la veille du scrutin.

Ajoutons que nos mesures sont prises pour faire très rapidement les expéditions des exemplaires, en aussi grand nombre que l'on voudra.

PARIS, 25 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

En Orient

Londres, 25 septembre.

On mande de Berlin au Standard :

« Une conférence des puissances signataires du traité de Berlin, pour le règlement de la question bulgare, est maintenant certaine. L'Allemagne, la France, l'Italie, la Russie, la Turquie ont donné leur adhésion. On attend celle de l'Autriche et de l'Angleterre. »

« Il est question de Paris, comme lieu de réunion. Le choix de cette ville serait un acte de courtoisie vis-à-vis le gouvernement français, qui a été le premier, avec le gouvernement allemand, à accepter la proposition. »

On mande de Vienne au Times, le 24 : « Le communiqué semi-officiel du prince Alexandre sera publié demain dans les journaux de Vienne. Il porte que le prince n'était, en aucune façon, instruit du soulèvement qui se préparait à Philippopolis ; qu'il a été pris par surprise, et qu'il a dû agir sans délai quand la révolution était déjà un fait accompli. »

« Le prince affirme qu'il n'avait pas le choix des décisions à adopter et qu'il ne lui restait qu'à se rendre immédiatement à Philippopolis pour y maintenir l'ordre. »

« Il termine en déclarant qu'il n'a rien changé à l'état de choses en Roumélie et qu'il se borne à y édicter les mesures nécessaires au fonctionnement administratif, en attendant le règlement par les puissances de la nouvelle question bulgare. »

On télégraphie d'Athènes : « Le gouvernement a décidé de convoquer les Chambres et d'appeler les réserves. Les habitants grecs des provinces turques témoignent d'une vive agitation. On dit que la Grèce prépare son indépendance. »

L'agence Fourrier nous communique les informations suivantes, qu'elle dit tenir de source officielle :

« Il est inexact qu'une conférence des puissances doive avoir lieu au sujet de la Roumélie. »

« La Turquie paraît vouloir atterrir. La reconstitution du ministère turc est considérée comme une preuve de temporisation. »

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

Pékin, 24 septembre.

Les délégués chinois pour la commission de délimitation de la frontière du Tong-King ont été nommés. Ce sont : Tchou, membre du Tsung-ti-Yamen, pour le Yunnan ;

Ting, pour le Kouang-Si. Les travaux de la commission commenceront le 9 novembre.

Le ministre de la guerre a reçu dans

l'après-midi, du 24 septembre le télégramme suivant :

J'attendais mon retour à Hanôï pour vous rendre compte du procès Herbingier qui est terminé.

Le colonel Meunier, rapporteur, s'appuyant sur ce que le lieutenant-colonel Herbingier, récemment promu, avait pris le commandement dans des circonstances exceptionnelles difficiles et qui réclamaient toute l'expérience et toute l'autorité du général de Négrier, a conclu au renvoi des fins de la plainte.

J'ai prononcé, en conséquence, une ordonnance de non-lieu. Vous recevrez par le courrier tout le dossier de cette affaire.

Le lieutenant-colonel Herbingier rentre en France.

De Courcy.

EXTRÉMEUR

Rome, 25 septembre.

L'Italie a accepté la date du 12 octobre, proposée par la France pour la reprise de la conférence monétaire.

Saint-Petersbourg, 25 septembre.

M. de Giers reviendra ici le 2 octobre. Il est inexact qu'il ait interrompu sa cure à Méran, dans le Tyrol, où il se trouve encore en ce moment.

Londres, 25 septembre.

On télégraphie de Rome que l'arrivée des troupes a mis fin aux désordres en Sicile. Il y a eu, à Palermo, 190 nouveaux cas et 99 décès, dans les dernières vingt-quatre heures.

La situation est meilleure, l'épidémie tend à décroître.

INFORMATIONS

Nous apprenons que le gouvernement vient de commander à la Société des ateliers et chantiers de la Loire un croiseur à marche rapide : *Le Tage*.

Ce bâtiment, d'un type nouveau, sera très allongé ; les calculs faits par les ingénieurs permettent d'espérer que, grâce à ses formes sveltes, il pourra fournir une vitesse moyenne de 19 nœuds à l'heure.

Si cette prévision se réalise, *Le Tage* sera le bâtiment le plus rapide de notre marine de guerre et l'on peut même dire de toutes les marines européennes.

On s'est étonné que le prince de Hohenlohe soit revenu ces temps derniers à Paris.

Ce retour de l'ambassadeur d'Allemagne s'explique de reste : le prince de Hohenlohe a voulu être à son poste pour les élections législatives du 4 octobre.

Il paraît que M. de Bismarck tient d'une manière particulière à être renseigné sur les résultats du scrutin, afin de procéder à un classement méthodique des divers partis en France.

Nos diplomates accrédités près les grandes puissances s'attendaient-ils aux événements de Roumélie ?

On peut répondre hardiment non.

Et la meilleure preuve que l'on en puisse donner, c'est la précipitation avec laquelle le général Appert, M. Foucher de Careil, le comte de Mouy, etc., ont dû regagner leur poste.

Seraient-ils absents s'ils s'étaient attendus à une pareille bombe ?

Le bruit a couru que la légation de France à Pékin était réservée à M. Giquel, ancien lieutenant de vaisseau de la marine française, ex gouverneur de l'arsenal de Fou-tcheou, et aujourd'hui directeur de la mission chinoise en Europe.

Dire que la candidature de M. Giquel n'a pas été posée serait peut-être excessif et au fond il serait désirable pour notre pays que nos intérêts en Chine fussent confiés à des mains aussi habiles ; mais nous devons à la vérité de répéter que le futur titulaire de la légation de Pékin n'est autre que M. Cogordan.

Nous l'avions déjà fait prévoir et nos dernières informations sur ce point ne peuvent aujourd'hui que confirmer les premières.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Moyen ingénieux, mais peu loyal, de se procurer de l'argent

L'administration de l'enregistrement, mécontente de voir sans cesse diminuer ses recettes, vient de recourir pour les relever à un procédé aussi nouveau que peu délicat.

Voici le fait. Lorsqu'une société financière ou une compagnie industrielle émet des obligations, il est d'usage que les prêteurs ou les souscripteurs aient jusqu'au jour de la libération intégrale du titre pour obtenir, à leur choix, et sans frais, des obligations au porteur ou nominatives.

Mais l'enregistrement, pensant qu'en République tout doit coûter plus cher que sous un autre régime, a imaginé de modifier profondément cet état de choses.

Dorénavant, toute obligation provisoire au porteur ne pourra être convertie en obligation nominative, soit pendant la période des versements, soit lors de la libération intégrale, qu'en payant le droit de conversion de 50 centimes pour cent francs de la valeur au cours de la Bourse.

Si cette règle n'était déclarée applicable que pour l'avenir, il ne semblerait pas que, malgré sa rigueur, l'enregist-

rement eût de beaucoup excédé son droit.

Où, par contre, l'injustice et l'irrégularité deviennent manifestes, c'est alors que l'administration entend donner à la mesure un caractère rétroactif.

Ne s'avise-t-elle pas, en effet, d'exiger aujourd'hui — nous avons sous les yeux à cet égard une pièce officielle — le paiement des droits élevés de conversion pour toutes les obligations provisoires, émises antérieurement, que leurs possesseurs voudraient faire inscrire à leur nom ?

Vainement on objecte que ces titres n'auraient pu, sans déroger aux règles admises par l'enregistrement lui-même, recevoir en l'état où ils se trouvaient la forme nominative.

L'administration n'écoute rien. Une seule chose lui importe : prendre l'argent des particuliers et des petits capitalistes.

Voilà donc un impôt que précédemment le public pouvait éviter et auquel, à l'heure actuelle, il lui est complètement impossible de se soustraire.

L'Etat, sans aucun doute, touchera de ce fait plusieurs millions, mais ces millions — on ne saurait le dissimuler — entrèrent dans ses caisses par une manœuvre condamnable et un acte de mauvais aloi.

LE COLONEL HERBINGER

Une dépêche d'Hanoï annonce qu'une ordonnance de non-lieu a été rendue à l'égard du colonel Herbingier.

Cet officier revient en France.

Tous ceux qui connaissent les événements avaient annoncé ce dénouement comme certain. Le gouvernement savait parfaitement à quoi s'en tenir ; et s'il a commis la cruauté d'imposer à un officier vaillant, doublement éprouvé, l'humiliation et la souffrance d'une double traversée dans ces conditions, c'est qu'il fallait faire diversion à l'opinion publique montée contre le cabinet, contre l'impérialisme gouvernemental ; et on n'a pas hésité.

Ces procédés-là sont odieux ; ils ne nous surprennent pas ; mais il est toujours bon de les dénoncer et juste de les flétrir.

LE DEVOIR DE L'EUROPE

On peut dégager, dès à présent, l'enseignement moral et politique qui ressort des derniers événements de Roumélie.

Nous jugeons même qu'il importe de le mettre très clairement en lumière. Il est évident que l'initiative prise d'abord par les insurgés de Philippopolis, ensuite par le prince Alexandre de Bulgarie est le résultat d'un complot tramé non seulement contre la domination turque, mais aussi contre la sécurité de l'Europe. Il est à croire que les auteurs de ce complot ont trouvé, sinon des approbations formelles, du moins des encouragements officieux à Saint-Petersbourg, à Vienne et même à Berlin. Mais quelque opinion que l'on puisse se former sur la nature et sur l'étendue de cette complicité, il est certain que les questions de fait et de droit posées par le soulèvement bulgare intéressent toute l'Europe.

Les rapports existants entre la Bulgarie et la suzeraineté turque étaient réglés, définis par un traité au bas duquel toutes les grandes puissances avaient apposé leur signature, à titre de garantie. L'agression soudaine, injustifiable au point de vue du droit des gens dont la Turquie a été victime, intéresse non seulement la Turquie elle-même, mais toutes les puissances signataires du traité de Berlin, sans aucune exception.

Si l'on peut voir impunément les stipulations d'un acte diplomatique délibérément violées par tous les potentats européens, armés, sanctionnés et garantis par eux, il n'y a plus de droit public, il n'y a plus de sécurité morale pour l'existence des États, il n'y a plus d'Europe. Le code du brigandage serait bientôt, en ce cas, le seul qui ferait loi dans notre vieux monde gogrené.

Le devoir de toutes les nations qui ne veulent pas en venir à cette extrémité dégradante est donc manifestement de protester contre le fait qui s'est accompli à Philippopolis. Il consiste à prêter à la Turquie l'appui moral dont elle a besoin pour réprimer la révolte roumaine.

Il consiste aussi à punir le prince Alexandre de Bulgarie de l'agression qu'il a faite évidemment préméditée, et la seule punition possible semble être aujourd'hui la déposition de ce jeune capitaine d'aventures. On rendrait cet Allemand à la Hesse grand-ducale. Qui pourrait s'en plaindre ? Il est à croire, d'après certaines dépêches, que la Russie s'y résignerait volontiers.

Cette première justice rendue, on devrait, ce nous semble, convoquer immédiatement un Congrès pour organiser les pays bulgares de manière à prévenir le retour de semblables événements.

Nous ne demandons certes pas que la France, bien qu'intéressée par la possession de l'Algérie à ce que le monde musulman reste paisible, prenne l'initiative de telles propositions. Mais l'Angleterre le pourrait sans se compromettre d'aucune sorte, et les nouvelles que nous recevons de Londres sont de nature à nous faire supposer qu'elle y songe et qu'elle s'y résoudra.

ET L'ENQUÊTE OBLIGATOIRE ?

M. Borriglione continue de jouer au matamore, au tranché-montagne dans sa bonne ville de Nice, qu'il considère comme fief électoral personnel.

L'ancien séparatiste militant, l'ennemi déclaré de l'annexion, veut absolument être député de Nice. Aussi, remplit-il la

malheureuse cité du bruit de son encombrant et incapable personnalité.

Chacun se demandait, ces jours-ci, à Nice, ce que pouvait bien signifier la phrase sibylline de sa profession de foi, ainsi conçue : « Si je succombe, je saurais ce qui me reste à faire. » Aujourd'hui, une note d'un journal de M. Borriglione laisse entendre que le lendemain des élections M. Borriglione attaquera ses adversaires en diffamation.

Soit ! mais en attendant, comme nous l'avons déjà dit, une enquête s'imposait au gouvernement sur les agissements du maire de Nice, agissements publiquement dénoncés. Le gouvernement ne l'a pas voulu faire sans doute par attachement pour son candidat. Tant pis pour lui, car l'opinion publique est maintenant autorisée à croire qu'il prend pour son compte les actes reprochés au maire de Nice et qu'il en revendique la responsabilité.

LES ADMINISTRATEURS

de
LA BANQUE OPPORTUNISTE

Supposons que le Conseil d'administration d'une Société quelconque, d'une Compagnie d'assurances par exemple, paraissant devant ses actionnaires pour justifier sa gestion et solliciter le renouvellement de son mandat, leur dise :

« Vous avez été bien inspirés, messieurs, en nous confiant vos intérêts, vous ne sauriez les mettre en de meilleurs mains : les chiffres que nous allons vous soumettre vous le prouveront. Pendant toute la durée de leur mandat, nos honorables prédécesseurs n'avaient su dépenser que la misérable somme de 800,000 francs : nous, messieurs, dans le même laps de temps, nous avons dépensé quatre millions ! »

« Les anciens agents de la Compagnie étaient médiocrement payés : nous avons doublé leur traitement. Leurs agences étaient modestement installées : elles ont l'air aujourd'hui de petits ministères. En outre, nous en avons établi de nouvelles sur tous les points du globe, même les plus reculés, les moins peuplés, les moins civilisés. Pendant le mois dernier seulement nous en avons créé une à l'île Yap, deux à Tamatave et trois au Congo ! »

Un tel exposé serait-il accueilli par les actionnaires avec enthousiasme ? L'un d'eux ne se lèverait-il pas pour répondre :

« Il est sans doute fort intéressant pour nous de connaître l'essor merveilleux de nos dépenses ; mais nous voudrions bien savoir si nos recettes ont suivi la même progression. Vous nous avez très clairement indiqué ce que votre administration nous a coûté ; vous oubliez de dire ce qu'elle nous rapporte. »

— Beaucoup d'espoir pour l'avenir.

— Et pour le présent ?

— Beaucoup de prestige.

— Rien de plus ?

— Ma foi... Vous êtes bien exigeants.

Les actionnaires, se disant que le prestige ne se met pas en coupons ; qu'ils n'avaient pas chargé les administrateurs de leur procurer du prestige, mais de leur procurer des dividendes ; que d'ailleurs le véritable prestige pour une Compagnie c'est d'être au-dessus de ses affaires, s'empressaient évidemment de remplacer ces singuliers administrateurs.

Esprons que le suffrage universel traitera de même les administrateurs de la Banque Opportuniste (société à responsabilité illimitée), car c'est à peu près de cette façon qu'ils lui rendent leur compte.

Ils ont toujours sur les lèvres les millions qu'ils ont dépensés, comme si ces millions étaient sortis de leur poche pour entrer dans la nôtre, ce qui est à peu près le contraire de la vérité : ils en ont employé tant pour le Tong-King, tant pour les chemins de fer Freycinet, tant pour les écoles, etc. On n'avait jamais vu un gouvernement qui, en aussi peu de temps, sût écouler d'aussi grosses sommes. Et l'on n'est pas content ! Qu'est-ce qu'on voudrait donc ?

Ce qu'on voudrait ! Des gens qui eussent le million moins facile et plus intelligent.

Nous ne demandons pas aux ministres d'hier ou d'aujourd'hui ce que leur gestion nous coûte ; nous le savons trop bien, le percepteur se chargeant de nous le rappeler périodiquement par des avis de couleurs variées : nous leur demandons de vouloir bien nous indiquer clairement ce qu'elle nous rapporte et quels résultats, pour tant d'argent, ils ont obtenus ?

A quoi ont servi, par exemple, les palais scolaires dont ils ont couvert la France ? M. Allain-Targé lui-même, malgré son optimisme professionnel, laissait entendre, au banquet d'Angers, qu'on eût pu les faire moins somptueux ; mais il déclinait aussitôt toute responsabilité à cet égard par cette plaisanterie d'un goût douteux : « Il faut s'en prendre aux architectes ! »

L'Empire, paraît-il, choisissait mieux les siens : avec 22 millions il instruisait 4 millions d'enfants. La République dépense 133 millions pour en instruire 600,000 de plus ! Chaque élève coûtait autrefois 5 fr. 50 par an ; il coûte aujourd'hui 29 fr. 13... Et les instituteurs se plaignent d'être plus malheureux que jamais ! Et M. Sarcey avoue qu'il n'ont pas tort !

Nous ne pouvons malheureusement

établir avec la même précision, pour tous les services, le bilan des administrateurs républicains. Mais ils devraient bien nous y aider.

Qu'ils nous fassent connaître, par exemple, le rendement des chemins de fer Freycinet.

Qu'ils veuillent bien nous dire ce que produira le Tong-King cette année, ce qu'il produira l'année prochaine, ce qu'il produira dans dix ans, etc., afin qu'on puisse dégager le bénéfice probable de ces diverses opérations.

Et quand il aura ces résultats sous les yeux, le public, édifié sur l'habileté de ceux qui gèrent sa fortune, les rendra à leurs chères études qu'ils ont manifestement besoin de compléter.

Les renseignements relatifs à la convention financière et au traité de commerce que la France se préparait à conclure avec la Birmanie, n'ont pas cessé d'être absolument contradictoires.

En attendant que la lumière se fasse et qu'une certitude vienne dans un sens ou dans un autre, à s'établir, nous continuerons à reproduire les divers documents qui paraîtront à cet égard.

Aujourd'hui, la parole est aux journaux anglais, lesquels publient une dépêche de Calcutta ainsi conçue :

« La chambre de commerce de Rangoon a résolu d'envoyer une députation au commissaire en chef de la Grande-Bretagne en Birmanie pour lui représenter le préjudice qui résulterait pour les intérêts du commerce anglais de la concession de privilèges que la Birmanie se propose d'accorder à la France. »

La députation invitera le gouvernement à intervenir rapidement, afin de prévenir la mise en vigueur du traité franco-birman.

La corvette anglaise *Turquoise* qui vient d'arriver ici a reçu inopinément l'ordre de se rendre à Rangoon. »

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Nous avons parlé dernièrement d'un grand établissement financier qui s'intéresserait aux élections de l'Orne. Le rapporteur qui nous a donné ce renseignement avait mal inscrit sur son carnet le nom du département ; il ne s'agit pas de l'Orne : aucun établissement de crédit ne s'est immisqué dans les élections de cette région. Si l'on s'est ému de notre information, que les esprits se rassurent : elle était inexacte, comme nous l'affirmons notre correspondant particulier, et ainsi que nous le souhaitons nous-mêmes.

MANCHE

La liste conservatrice a été arrêtée ainsi qu'il suit :

MM. Rauline, député sortant ;

Vice-amiral comte de Gueydon, ancien gouverneur général de l'Algérie ;

de Mesnilot, conseiller général de la Manche ;

de Lamarinière, conseiller général de la Manche ;

Chevalier, avocat, conseiller d'arrondissement ;

Bouvatier, avocat, ancien sous-préfet ;

Adrien Liais, ancien magistrat.

Dans leur profession de foi, les honorables candidats conservateurs reconnaissent absolument le principe de l'appel au peuple. Ils disent, en effet :

« La France, librement consultée, ayant seule, suivant nous, le droit de modifier ses institutions, nous entendons nous consacrer uniquement à notre œuvre de réparation et d'apaisement, en gens de bonne volonté loyalement résolus à ne pas dépasser les limites de leur mandat. »

SEINE

La liste radicale n'a pu encore être arrêtée. Les difficultés viennent du comité Maugan-Planteau qui semble vouloir maintenir ses exigences. Le comité Maugan réclame six places pour les candidats ouvriers, tandis que la presse radicale et le comité départemental ne veulent en accorder que trois.

Le comité opportuniste, lui, a terminé ses opérations ; la liste est complète. Elle comprend deux ministres, quelques députés, pas mal de conseillers municipaux et quatre candidats ouvriers.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 25 SEPTEMBRE

En France, une forte baisse de température s'est produite ce matin ; elle va se maintenir.

Le temps est à averses.

À Paris, hier, il a plu jusqu'à quatre heures de l'après-midi ; ce matin, le ciel est nuageux.

Aujourd'hui, 25 septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Pousée, marquait :

À sept heures du matin..... + 10 °/5

À onze heures du matin..... + 13 °/5

À deux heures du soir..... + 10 °/5

Température la plus basse de la nuit + 7 °/5

Le baromètre est à 757 millimètres 5.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible des régions N ; mer assez belle.

Océan. — Vent faible des régions N ; mer assez belle.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50

— Le numéro..... 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro..... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES..... 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

commandant la place de Verdun, ayant à ses côtés Mgr l'évêque, le sous-préfet et le maire, et, en face de lui, le commandant Tournier.

A une heure, lecture était donnée, devant le bataillon assemblé, de la relation du combat de Sidi-Brahim; puis on exécuta les assauts d'armes, les exercices gymnastiques, les jeux, le tir, et une représentation sur un théâtre ambulatoire des plus amusantes.

Dans la soirée, le cercle des officiers était magnifiquement illuminé et, sur la terrasse, la fanfare du bataillon jouait les plus brillants morceaux de son répertoire.

Ainsi que l'a dit au bataillon de chasseurs M. le général gouverneur de Verdun, après la lecture du combat du 23 octobre, Sidi-Brahim est un des beaux titres de gloire de notre armée et nous espérons bien que tous les chasseurs suivront l'exemple de leurs devanciers si un jour ils sont appelés à lutter pour la patrie.

Un tour de force qui mérite d'être signalé vient d'être accompli par un de nos brillants officiers de cavalerie.

Pendant les dernières manœuvres du 3^e corps, M. Seguin, lieutenant au 12^e chasseurs, a fait 231 kilomètres en 48 heures et est resté 33 heures à cheval.

Par cette course sans précédent dans les annales de la guerre, il a pu visiter toutes les positions ennemies et informer son général en chef de tous les emplacements occupés par les différentes divisions qu'il fallait combattre.

Ajoutons que M. Seguin était obligé d'aller à travers champs pendant le jour, ne pouvant suivre la route que pendant la nuit, et fut contraint de faire 5 kilomètres à pied dans un ruisseau pour ne pas être surpris par les troupes ennemies.

Son cheval portait le paquetage complet, l'équipement de guerre, c'est-à-dire 60 kilos.

Le général de Lannay a complimenté publiquement M. Seguin pour l'inspiration et l'intelligence avec laquelle cette mission avait été remplie, et il l'a fait citer à l'ordre du jour.

La rentrée des cours de dessin et de peinture de Mme C. Mermat aura lieu le 4 octobre prochain, 13, rue de Belzunce.

Rapportons à nos lecteurs que deux fois par semaine ces cours sont spécialement consacrés à la peinture de manuscrits, écriture gothique pour missels, livres de mariage, souvenirs, etc.

Une bonne œuvre : L'œuvre de l'Association des dames françaises, qui vient de recevoir le diplôme d'honneur aux expositions de Beauvais et d'Anvers, reprend, rue Jean-Jacques Rousseau, n° 15, les lundis et vendredis, de une heure à cinq heures, ses travaux destinés aux blessés de l'extrême Orient.

Les soldats blessés, malades, convalescents ou malheureux, y trouveront des secours sur production de pièces justificatives.

Hier matin, à neuf heures, a eu lieu une visite officielle des bâtiments du Louvre par le capitaine Raincourt, M. Turquet et l'amiral Paris, conservateur du musée de marine faisant fonctions de directeur des musées du Louvre, en remplacement de M. Ronchard, absent.

Il a été constaté que le Louvre présentait de nombreux foyers d'incendie dans les logements des gardiens.

Le capitaine Raincourt procédera à une nouvelle enquête très minutieuse, après laquelle il adressera un rapport au colonel Conson, qui déterminera les réformes à établir.

Lundi dernier, des ouvriers travaillant à établir les pilotes du pont de la Regola, à Rome, ont découvert une magnifique statue de bronze représentant un esclave armé et prêt à la lutte. Cette statue n'a pas moins de un mètre soixante-cinq de hauteur et sa conservation est parfaite.

C'est la troisième statue découverte depuis peu; on espère que les travaux de fouilles que l'on accomplit amèneront encore au jour d'autres richesses archéologiques enfouies depuis des siècles dans le fleuve.

Al Palais de Justice dans la salle des Pas-Perdus.

Un avoué montrant à un de ses confrères un avocat qui est en train de gesticuler et de parler tout seul.

— Ah! ça, il est donc fou ?
— Pourquoi donc ?
— Dame! un avocat qui se parle à lui-même, c'est comme un pâtissier qui mangerait sa marchandise!

LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

Le mouvement espagnol n'a pas encore examiné la proposition d'arbitrage faite par l'Allemagne. Celle-ci serait disposée à désigner le Pape comme arbitre dans la question des Carolines; mais le gouvernement espagnol espère arriver à un arrangement satisfaisant avec le cabinet de Berlin, sans avoir besoin d'un arbitrage. Au cas contraire, sa Sainteté voudrait bien servir d'intermédiaire et d'arbitre à l'amiable entre les deux puissances.

Dans les cercles politiques, on dément de la façon la plus catégorique que le prince de Bismarck ait exigé une réparation au sujet de l'incident de Madrid avant de répondre à la dernière note de l'Espagne, relative aux Carolines. M. de Solms a annoncé que la réponse de l'Allemagne arriverait jeudi prochain à Madrid.

Le tribunal d'arrondissement a demandé au représentant de l'Allemagne s'il voulait se porter partie civile dans l'affaire de l'écusson et de la hampe du drapeau brisés.

M. de Solms a répondu qu'il demandait seulement réparation des dommages.

La légation d'Allemagne est toujours gardée par la gendarmerie.

Le Temps publie les informations suivantes de Madrid, 24 septembre :

Hier le comte de Solms et M. Elnayen ont eu une longue conférence et le ministre d'Allemagne a annoncé que la note de son gouvernement en réponse à celle du cabinet de Madrid serait jci dans le courant de la semaine prochaine.

Il est absolument inexact que le gouvernement ait donné l'ordre au comte Benomar de rompre les négociations à Berlin ou de les suspendre à cause de la publicité donnée aux paroles que sir Austin Layard a attribuées dans sa note de l'année 1876 à M. Canovas.

Le cabinet de Madrid n'attache aucune importance à ce document diplomatique, ou ses paroles auraient été mal comprises et mal interprétées.

Toutefois les négociations continuent à Berlin avec l'Allemagne et à Londres avec l'Angleterre, qui invoque aussi la note de sir A. Layard, et dispute également la souveraineté de l'Espagne sur les îles Carolines.

Le gouvernement espagnol prépare activement la publication des documents diplomatiques relatifs aux îles de Soutou et Carolines, ainsi qu'aux négociations commerciales avec les Etats-Unis et l'Angleterre.

On mande de Madrid, 24 septembre :

Les journaux ministériels disent que l'Espagne ne désire pas un arbitrage au sujet des Carolines, parce que cela supposerait l'acceptation préalable de la décision de l'arbitre, mais qu'elle accepterait un intermédiaire, ce qui lui laisserait sa liberté d'action. Elle accepterait le Pape comme intermédiaire.

Les Massacres en Chine

Ce n'est pas dix mille chrétiens qui ont été massacrés en Chine, mais *vingt-quatre mille*.

Une dépêche envoyée par le supérieur des Missions de Cochinchine apprend que parmi les victimes se trouvent les pères Barrat, de Nantes, et Dupont, d'Angers.

M. Barrat (François X. L.) du diocèse de Nantes, était parti pour la Cochinchine en 1879.

M. Dupont (Honoré-Marie) du diocèse d'Angers, tout jeune encore, n'était dans la mission que depuis 1884.

Les détails qui nous ont été fournis sur ces nouveaux massacres prouvent jusqu'à la dernière évidence que l'ancien gouvernement annamite, demeuré maître de la plus grande partie du territoire sur lequel nous sommes censés exercer notre protectorat, poursuit avec acharnement un plan d'ensemble contre lequel nous nous trouvons présentement désarmés. Tout laisse craindre que ce dernier chiffre de 24,000 victimes ne soit rapidement dépassé.

Et ce qu'il y a de plus navrant dans tout cela, dit le correspondant des Missions étrangères, c'est qu'à différentes reprises les missionnaires implorent l'assistance du général de Courcy, qui mal renseigné par l'ancien régent, l'ancien et par M. de Champeaux, leur a toujours répondu qu'il n'y avait rien à faire.

Le seul résultat de notre protectorat sur l'Annam a donc été, jusqu'à présent, de faire massacrer des milliers de pauvres gens dont le seul crime est d'être Français ou suspects d'attachement à la France.

Voici maintenant ce que disait le *Saigonais* du 23 août, le principal organe de la Cochinchine :

Les massacres continuent dans les provinces sud de l'Annam. L'agitation s'est propagée, rapide comme une flamme de poudre, sur un mot d'ordre partout répandu et partout exécuté, les chrétiens sont en vahies, pillés, incendiés.

Nous n'avons rien changé à notre manière d'agir en Annam, et nous devons nous attendre aux embarras que viennent de produire les négociations du général en chef. A chacun son métier, on ne s'improvise pas d'une heure à l'autre administrateur, et administrateur d'un pays que l'on ne connaît pas.

Si encore, pour réparer les fautes qu'il avait commises et prévenir les troubles dont l'organisation lui était de tous côtés signalée, M. de Courcy avait montré de l'esprit de décision et cette énergie qu'on est en droit d'attendre d'un chef d'armée... Mais non! Il a pensé qu'il devait au double caractère dont il est revêtu et aux fonctions de résident général et de commandant en chef du gouvernement de l'investi, d'être militaire au Tong-King et diplomate en Annam. Nous voyons comme il a réussi!

Ce n'est pas le général de Courcy qu'il faut accuser. Réduit à obéir à un programme imposé par un gouvernement dont l'impéritie restera légendaire, ne disposant que d'un nombre d'hommes ridiculement restreint, il est obligé de se tenir sur la défensive, et l'on peut croire que son cœur de soldat français souffre cruellement de son impuissance.

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Hier, au conseil des ministres, M. de Freycinet a longuement entretenu ses collègues de la politique extérieure et notamment des événements de la Roumanie. Une dépêche de Londres annonce que l'Autriche propose de faire une démarche auprès du prince de Bulgarie pour éviter une agitation en Macédoine; l'Angleterre demande qu'on maintienne le statu quo et qu'on intervienne en faveur de la Turquie. Aucune puissance n'a encore fait connaître son avis au sujet de cette dernière proposition.

La diplomatie vient donc d'entrer en scène. L'attitude de l'Angleterre est un des éléments intéressants de la situation. Il faut se rappeler que c'est grâce à l'énergique intervention de lord Beaconsfield et de lord Salisbury que le congrès de Berlin s'abstint de constituer une grande Bulgarie et même simplement de réunir les deux Roumélies. L'île de Chypre fut le prix payé à l'Angleterre pour cette concession faite à la puissance ottomane.

L'union bulgare est donc un échec pour la politique du gouvernement anglais que lord Salisbury représentait en 1878 à Berlin.

Crise ministérielle à Constantinople

Constantinople, 24 septembre.

Le *Journal officiel* publie les nominations suivantes :

Kiamil-pacha, ministre des Evkafs, ancien ambassadeur à Saint-Petersbourg, est nommé Grand-Vizir.

Munir-pacha, ancien ministre des finances, est nommé ministre de l'intérieur.

Ali Sab-pacha, directeur de l'artillerie, est nommé ministre de la guerre.

Sorrey-bey, devient premier secrétaire du Palais.

D'autres nominations sont imminentes.

La marche des Turcs et des Roumélites

Constantinople, 25 septembre.

La Porte a fait occuper un village rou-

maine près de la frontière, afin d'affirmer ses droits par un acte matériel, mais elle n'a pas plus loin avant de s'être entendue avec les puissances.

Philippopol, 24 septembre.

Des bataillons de réservistes continuent d'arriver; ils sont dirigés immédiatement sur la frontière.

D'autres bataillons et escadrons de volontaires sont en voie de formation sur tous les points de la province. Tout se fait avec un ordre parfait.

Les officiers russes au service de la Roumanie ayant démissionné, toutes les troupes sont actuellement commandées par des officiers bulgares.

Un régiment de cavalerie bulgare a fait son entrée ici au milieu de l'enthousiasme général; le prince, qui était allé à sa rencontre, entouré de son escorte, marchait en tête.

Le prince est parti pour inspecter les troupes sur la ligne frontière.

Les chevaux continuent à arriver, soit par réquisition, soit à titre d'offres volontaires.

Partout les dames se sont formées en comités. Elles travaillent et envoient déjà aux points centraux de nombreux vêtements pour les soldats.

Le crédit de guerre

Sofia, 24 septembre.

La Chambre a chargé le gouvernement d'adresser aux grandes puissances la prière de reconnaître l'union de la Roumanie avec la principauté; puis elle a voté, en cas de conflit, un crédit de dix millions qui seront pris sur les économies des ministères.

La députation bulgare

Sofia, 24 septembre.

Le métropolitain de Tirmova et M. Gueschoff, directeur de la Banque, nommés par l'assemblée pour se joindre à la députation roumaine, se rendant chez l'empereur de Russie, partent ce soir.

Sur le refus de l'agent de Russie de la Roumanie, une adresse a été envoyée directement à l'empereur, à Copenhague, par le télégraphe.

Désapprobation du czar

Sofia, 24 septembre.

Un nouveau télégramme du czar blâme le prince Alexandre. La même dépêche aux officiers russes à retourner en Russie.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Angleterre

Londres, 25 septembre.

M. Chamberlain a prononcé un discours hier soir à la grande réunion libérale de Londres-Sud.

L'orateur a déclaré qu'il n'y avait pas d'insurrection gratuite et la réforme agraire au profit des communes (*land municipalisation*) fussent insérées dans le programme des libéraux. Il ne lui serait pas possible d'accepter un poste dans un nouveau cabinet libéral.

Parlant de la révolution de Roumanie, M. Chamberlain a dit que cela signifiait l'annéantissement du traité de Berlin et l'échec de la politique orientale du gouvernement conservateur. La séparation de deux peuples qu'unissait les liens du sang, de la religion et de la communauté des intérêts, dit-il, les ministres du commerce, vient d'être supprimée par la population elle-même dont les vœux avaient été si imprudemment négligés.

M. Chamberlain a ajouté que lord Salisbury allait maintenant s'apercevoir que les événements avaient plus de force que tous les protocoles et ses limitations diplomatiques.

Suisse

Zurich, 25 septembre.

Dans les dernières manœuvres de cavalerie deux détachements se sont rencontrés inopinément. Un officier et plusieurs cavaliers ont été blessés. L'un des derniers est dans un état désespéré. Un certain nombre de chevaux ont également été blessés.

Egypte

Le Caire, 25 septembre.

Le village de Petlan, dans l'Engadine, a été en partie détruit par un incendie; 60 maisons ont été réduites en cendres; un pompier a péri.

Espagne

Madrid, 24 septembre, 7 h. 15 soir.

Jusqu'à trois heures de l'après-midi, il n'y a eu ni cas ni décès cholériques.

L'Égoz dit que le Credo est nommé ministre plénipotentiaire espagnol auprès du gouvernement italien.

TROUBLES EN ALGÉRIE

Sur le bruit qui avait couru en Algérie, que notre armée d'Afrique se trouvait considérablement affaiblie par suite d'envois au Tong-King, quelques troubles se sont manifestés chez les Kabyles de la région de l'Aures entre Batna et Khenchela.

Pour couper court à cette agitation naissante, un bataillon de tirailleurs algériens, une section de gendarmes et d'infanterie est partie de Constantine mardi dernier pour l'Aures.

JOURNAUX ET REVUES

Nous avons reproduit hier, d'après le *Paris*, l'adresse envoyée à l'empereur, à propos de l'attentat Orsini, par M. Dutasta, dit le Farouche. Notre impartialité nous fait un devoir de dire que l'insolable maire de Toulon proteste. Ce n'est pas lui qui a écrit cette plateforme, ce n'est pas lui qui a signé cet ignominieux document, c'est, dit-il, l'inspecteur d'Académie.

M. Dutasta termine ainsi :

Encore un mot : supposez que, sorti de quelques mois à peine de l'école, n'ayant pas encore orienté ma vie, et, pour ne pas être traité de premier pas, par un professeur par une manifestation hasardeuse contre une manifestation du corps auquel j'appartiens, j'aie eu la faiblesse de mettre ma signature sur ce fatras-circulaire, quel compte auriez-vous à m'en demander ? Je ne vous appartiens que du jour où, ayant choisi une voie politique, j'ai pris une attitude, accepté un mandat, souscrit des conditions.

Conseiller municipal depuis quinze ans, conseiller général sous le 24 mai, maire de Toulon depuis huit ans, je n'ai varié ni d'opinion, ni de programme, ni de conduite.

Envoyez-moi le contraire et vous aurez le droit de m'assimiler à tel ou tel de vos amis.

Le citoyen Dutasta a raison à son point

de vue. Il raisonne et écrit comme raisonne et écrivent tous les apostats, mais qu'il qualifie dignement un document qui on est en train de croire sincère, au moment où il a été rédigé et signé ? Voilà qui est bien farouche.

— La haine contre la religion même directement au gâtisme, et par des voies extrêmement rapides. On peut en juger par ce qui vient de se passer à Apt.

La population apertésienne, qui est en grande majorité catholique et conservatrice, vient de s'imposer de grands sacrifices pour établir ses écoles congréganistes sur un pieux bout de fatras.

M. Paul Bernard, candidat conservateur, y a beaucoup contribué, tant de sa bourse que de son influence.

En apprenant cette nouvelle, le conseil municipal s'est assemblé d'urgence pour délibérer sur ce casus belli inattendu. Dans sa séance du 10 courant, il a voté l'ordre du jour suivant, qui est celui de passer à la postérité libre-penseuse la plus reculée.

« Attendu qu'il va se créer à Apt une école congréganiste ;

« Considérant que ladite école est contraire aux institutions républicaines ;

« À l'unanimité, regrette de ne pas bénéficier des franchises municipales ;

« Pas de commentaires.

— On écrit de Marseille au *Messager du Midi* :

Il se passe ici, au point de vue militaire, une chose grave et qu'il faut signaler. Les hommes de la classe 1880, incorporés dans les divers régiments du 15^e corps d'armée, n'ont pas encore été renvoyés dans leurs foyers. Pourquoi cela ? On a prétexté tout d'abord les ravages de l'épidémie cholérique dans la région. Il n'est pas prudent, disait-on, de disséminer dans les détachements de la région, les corps des hommes provenant de villes où se seraient choiera. Mais, à présent, ce prétexte ne saurait être invoqué; la maladie est en pleine décroissance, et on pourrait sans danger renvoyer les hommes.

Mais on les garde pour parer à certaines éventualités menaçantes du côté du Tong-King, car il paraît que tout n'est pas fini par là. Les bandes irrégulières, que l'on croyait dispersées, se reforment, et de nouveaux envois de troupes sont reconnus nécessaires. Or, c'est dans le 15^e corps surtout qu'on puiserait les détachements à expédier à l'extrême Orient, et c'est pour cela qu'on garde les hommes et qu'on retarde le renvoi de la classe de 1880.

J'apprends, d'autre part, que le directeur d'une de nos grandes compagnies de navigation a été prévenu d'un nouvel envoi de troupes, qui s'effectueraient le 6 octobre prochain, dans le but d'envoyer à bord pour transporter le plus grand nombre de soldats possible. Ce n'est pas tout.

Il devait y avoir sous peu un changement de garnison entre le 112^e à Aix et le 141^e en Corse. Ce changement a été contre-mandé et ces deux régiments ne bougent pas.

La situation que se crée le gouvernement dans l'extrême Orient. Si les Chambres étaient réunies, on pourrait interpellier le gouvernement et lui demander des explications sur tous ces mouvements de troupes en préparation. Mais nous sommes en pleine période électorale et le ministère peut exécuter à son gré les manœuvres qu'il veut.

Une personne qui lui demanderait des explications, quand la nouvelle Chambre arrivera, le cabinet actuel ne gardera pas le pouvoir. On se trouvera en présence de faits accomplis et dans un enchevêtrement de complications fort désagréables.

— La commune de Pignan n'a pu compléter son conseil municipal, et, dès lors, constituer la municipalité. Contrairement à la loi, le dernier des conseillers remplis les fonctions de maire. Cette illégalité lui donne même une certaine audace, puisqu'il se croit plus fort que la loi. Il pensait jouir pendant quatre ans de ce privilège, quand le conseil d'Etat, annulant pour sectionnement fantaisiste et triage arbitraire les élections du 4 mai, est venu jeter le trouble dans son esprit et démolir l'échafaudage de ses combinaisons.

M. le préfet prend un arrêté, convoquant les électeurs pour le 20 courant, comprenant enfin qu'une commune comme celle de Pignan ne peut rester plus longtemps administrée par un citoyen sans mandat. Mais que se passe-t-il aujourd'hui les préfets, dit le *Messager du Midi*, quand leurs décisions contrarient les républicains ? Le citoyen Fancillon, adjoint sous l'Empire, révoqué par M. Lissoune, puis devenu radical, s'est écrié à la mairie avec le désespoir du condamné.

Les électeurs attendaient ce matin l'ouverture du scrutin, quand le secrétaire de la mairie est venu afficher cet avis :

« Avis au public

« Les élections municipales n'ont pas lieu aujourd'hui.

« Pignan, le 20 septembre 1885.

« Le C. M. f. f. de maire, »

« E. FANCIILLON, »

Faits divers

Le meurtre de la rue Oberkampf.

Ce matin, à huit heures, deux ouvriers polisseurs, nommés Richer, âgé de 30 ans, et Dumont, âgé de 37 ans, se sont rencontrés rue Oberkampf.

Dumont réclamait à Richer vingt francs qu'il lui avait prêtés.

Richer a nié les avoir empruntés. Dumont devint alors furieux et menaçait l'interlocuteur de le faire arrêter.

Richer, qui tenait une lime à la main, en appliqua un violent coup dans le ventre à Dumont et prit la fuite.

Dumont s'affaissa en s'écriant qu'il était assassiné.

On le transporta dans une pharmacie et de là à l'hospice de la Pitié où il est mort en arrivant.

Sa femme a été informée de cet événement à son domicile, rue Morée.

Le meurtrier sera certainement arrêté aujourd'hui.

L'incendie de l'avenue de Saint-Ouen.

Ce matin, à sept heures, un incendie a éclaté dans l'établissement de M. Potevin, nourrisseur, avenue de Saint-Ouen, 4.

Le feu a pris naissance dans les magasins aux fourrages.

L'alerte fut aussitôt donnée et les pompiers de la caserne de la rue Blanche ainsi que ceux de la rue de Rome accoururent.

On a pu fort heureusement faire sortir de la rue de la République, qui était enflammée, tout le bétail qui y était enfermé et préserver ainsi de l'expansion du feu l'établissement de M. Roger, nourrisseur, voisin de celui où l'incendie s'est déclaré.

On craint un instant que l'hôtel l'Alençon, qui occupe la façade du numéro 4 sur l'avenue de Saint-Ouen, ne fût atteint.

À neuf heures, tout était complètement terminé.

Les dégâts sont évalués à 25,000 francs.

Suicide d'un jeune garçon.

— Depuis quelque temps, M. B..., courtier en vins, avait un fils, âgé de seize ans, que sa mère ne pouvait souffrir. Celle-ci mal-

traitait ce jeune homme, laborieux, et d'un caractère très doux.

Fatigué de cette existence insupportable, Eugène B..., en sortant de chez son père qui habite rue Terès, à Montmartre, s'est tiré dans l'escalier un coup de revolver en pleine poitrine.

La mort a été instantanée.

Explosion de gaz. — Hier soir à neuf heures, les locaux de la maison portant le numéro 48 de la rue d'Angoulême furent mis en émoi par une forte détonation provenant d'une fuite de gaz d'un tuyau placé dans l'escalier.

Le gaz, qui s'était infiltré dans les marches de l'escalier, fit explosion et démolit les vitres et glaces, la loge de M. Benoit, concierge, furent littéralement brisées.

Une deuxième explosion plus désastreuse se serait inévitablement produite sans la prudente et courageuse intervention de deux gardiens de la paix, MM. Pochard et Chapuis, du troisième arrondissement, qui passaient par hasard dans la rue d'Angoulême pour prendre leur service.

Ces deux agents se jetèrent au milieu des débris pour fermer le compteur.

Fort heureusement que personne ne se trouvait dans l'escalier, car il aurait pu arriver des accidents graves.

Une enquête est ouverte par M. Duplex, commissaire de police, afin d'établir à qui incombe la responsabilité de cette explosion.

Asphyxié dans une malle. — Au numéro 8 de l'impasse Molin, donnant rue Buzelin, habitent les époux Hubert, qui depuis deux ans, avaient adopté un enfant actuellement âgé de cinq ans.

Cet enfant, ayant subitement disparu le 13 courant, les époux Hubert prirent sur-le-champ le commissaire de police, mais toutes les recherches qui furent faites demeurèrent infructueuses.

Hier matin vers onze heures, un nommé Blomet étant entré dans un hangar où se trouvent de vieilles voitures et ayant voulu ranger une petite malle appuyée contre le mur, qu'il savait devoir être vide, fut surpris de lui trouver un poids exagéré, en a soulevé le couvercle et y a trouvé le cadavre du pauvre enfant.

Le commissaire de police, immédiatement prévenu, s'est rendu sur les lieux pour procéder à une information et à prévenir par dépêche le parquet.

On suppose jusqu'à présent que l'enfant jouant avec des camarades

LA PLUS HAUTE RÉCOMPENSE OBTENUE POUR LE VÊTEMENT À L'EXPOSITION UNIVERSELLE D'ANVERS. MÉDAILLE D'OR ET MÉDAILLE D'ARGENT

AD. GODCHAU

10 & 12, RUE DU F^o MONTMARTRE PARIS 37 & 39, rue Bergère

Samedi 26, Dimanche 27, Lundi 28 Septembre

Des occasions uniques, impossibles aux autres maisons, seront offertes pendant ces trois jours, 10 & 12 Faubourg Montmartre. Tous les articles restant de la dernière saison d'hiver, seront cédés au quart de leur valeur, quoiqu'étant tous garantis frais et de 1^{re} qualité.

2000 Pantalons hiver, mode, tous jours vendus 120.	10 ^{fr.}	3000 Complots hiver, mode, tous jours vendus 24.	24 ^{fr.}	150 Pardessus seulement doublés laine (12 & 15 ans).	9 ^{fr.} 75	900 Pantalons (jeunes gens 12 & 15 ans, tous jours vendus 9).	9 ^{fr.}
Pantalon-Reclame	15 ^{fr.}	Complots Velours chasso 42 et 45.	28 ^{fr.}	600 Complots jeunes gens (12 & 15 ans).	20 ^{fr.}	200 Pardessus seulement, rainé (12 & 15 ans).	9 ^{fr.} 50
800 Vestons ratine doublés satin et bordés, tous jours vendus 25 fr. pour.	12 ^{fr.} 75	Completo cheviotte noire ou bleu, garanti pure laine.	45 ^{fr.}	400 Robes de Chambre (jeunes gens 12 & 15 ans).	18 ^{fr.} 90	Blouses à pils réclame (4 & 5 ans).	12 ^{fr.}
		Caoutchouc-Reclame 18 et 9.	9 ^{fr.} 90			Chemise Godchau 4 ^{fr.} 50 + CHAPRAU GODCHAU 8 ^{fr.} 50	

Il est donné avec chaque costume d'enfant ou pantalon d'homme, quel qu'en soit le prix, un morceau de drap pareil pour les réparations. — La Maison échange ou rembourse tout article ne convenant pas.

ENVOI GRATUIT DU CATALOGUE D'HIVER ILLUSTRÉ, sur demande. — EXPÉDITION FRANCO à partir de 25 fr. Adresser les demandes sans exception. 12, RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE

BIÈRE BRUNE DU FAUCON

d'un GOUT EXQUIS, de DIGESTION FACILE, remplace le Vin dans les familles et rend de grands services aux CONVALESCENTS, ANÉMIQUES et DYSPÉPTIQUES. 16, RUE DES JUIFS, PARIS

BANQUE D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME
au Capital de 65 Millions

Place Vendôme.

COMPTES DE CHEQUES:

A vue..... 1 1/2 0/0

A 20 jours de préavis..... 2 0/0

COMPTES DE DÉPÔTS ET BONS DE CAISSE:

Remboursables à 6 mois..... 2 1/2 0/0

à 12 mois..... 4 0/0

à 2 ans et au delà..... 5 0/0

La Banque reçoit gratuitement en dépôt, des titres de toute nature; elle en encaisse les coupons.

Elle délivre des chèques et des lettres de crédit sur tous pays.

Elle se charge de l'exécution des ordres de Bourse, au comptant, et de l'emplacement d'effets et de factures;

Elle fournit à ses clients et correspondants des renseignements sur toutes les valeurs;

Elle reçoit, sans frais, les demandes de souscription.

La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

Ventes et Achats de Fonds

Propriété de Produit et d'Agencement à céder (Manche), 10 HECTARES, herbagères, prairies irriguées, abreuvoir, bâtiments industriels. Force eau 20 chevaux. Maison de maître, cours, jardin. Carrière de sable granitique. Moulin à huile. Prix 100,000. Facilités. Labat, 1, r. Bailly.

Bois et Charbons à céder (Marne), tenu 50 ans par même famille. Aff. 200,000. Net 15,000. Prix matériel et clientèle: 25,000. Labat, 1, r. Bailly.

FABRIQUE PRODUITS CÉRAMIQUES DE 1^{re} UTILITÉ, créée en 1865, dans principal quartier. Superficie 8000 mètres. Matériel important et perfectionné. Presses et ascenseurs hydrauliques. Meules en fonte et en acier. Voie Decauville. (Citent les étendues). Bénéfice net (5 dernières années): 55,000 fr. Prix 400,000. Affaire 1^{re} ordre. Labat, 1, r. Bailly.

Epicerie gros-Comestibles etc. à céder (saint) à 3 heures Paris (après fortune). Existe 30 ans. Aff. 240,000. Net assuré 12,000. Stock 30,000. (Très bonne clientèle.) Prix 30,000. Labat, 1, r. Bailly.

Manufacture d'Enclumes et d'Outils à céder. N'exige pas connaissances. Existe 40 ans. Aff. 95,000. Net 12,000. Prix 30,000. Labat, 1, r. Bailly.

Avis divers

MAISON DE COMMERCE fondée en 1810 (gde ville du Centre), faisant 440,000 fr. d'affaires, demande 25,000 fr. à l'employé intéressé. (Beaux avantages). Labat, 1, r. Bailly.

NÉCROTYLON

Spécifique SCOCARD

Guérison radicale, garantie en six jours, des

CORS, OIGNONS, DURILLONS, GELS DE PERDRIX

PAR LE

NÉCROTYLON

On a employé jusqu'à ce jour un grand nombre de remèdes, conseillés tant par les empiriques que par les médecins les plus autorisés. Aucun n'a donné de résultats satisfaisants.

Après de longues recherches et de nombreuses expériences couronnées de succès, nous pouvons recommander en toute assurance le

Spécifique SCOCARD

NÉCROTYLON

1 fr. 75 le flacon. Dépôt général: SCOCARD, 73, rue du Commerce (Grenelle-Paris).

RHUMATISMES

GUÉRISON ASSURÉE PAR LA PLANÈTE L'OCÉAN

VÉGÉTALE DU PIN SYLVESTRIS

REYNAUD, chimiste, rue de la Paix, 22.

Pâte de Nafé

La plus agréable, la plus efficace des pâtes pectorales contre

RHUME, BRONCHITE, IRRITATION DE POITRINE

PARIS. 53, rue Vivienne, et dans toutes Pharmacies

Pendant les Chaleurs

L'appétit disparaît, les constitutions s'affaiblissent. Les fruits, les glaces, les boissons fermentées développent encore les affections de l'appareil, le palmar malade et l'anémie, etc.

Le Quina-Laroche

étendu d'eau, tonifie en combattant la soif, stimule l'estomac et les intestins en infusant la vigueur au sang.

DANS TOUTES LES PHARMACIES.

A Paris, 22 et 19, rue Drouot.

TOUTE Personne ayant dans sa famille

des Goutteux, Gravelleux ou Rhumatisants

se fera un devoir de lire la Brochure de M. DAVYSONN adressée 1^{re}

PHARMACIE NORMALE, 19, rue Drouot, Paris

CREDIT HYPOTHECAIRE

LIBRAIRIE PAUL OLLENDORFF

PARIS — Rue de Richelieu, 23 — PARIS

LES SOIRÉES DE LA BARONNE

par E. GUYON Avant-propos par GEORGES OHNET

Un Volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET

Prix: 3 Fr. 50

ENVOI GRATUIT

Et ce à titre d'essai, par le

DOMAINE DE RONCERAY, A BORDEAUX

d'une caisse de 12 ou 15 bouteilles de son vin, à toute personne désireuse d'acquiescer au Bordeaux d'aujourd'hui.

1878. — Écrire, pour conditions, à M. RAYMOND, régisseur du domaine. — Renseignements pour Paris, rue Marivaux, 7, de trois à six heures.

Plus d'ASTHME

Indication Gratuite d'ASTHME

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

Plus d'ASTHME

Indication Gratuite d'ASTHME

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID NI AIR par les portes et croisées.

NI FROID